

910 emplois en suspens

BLANQUEFORT (33) Hier, Ford a confirmé son désengagement en 2019 de l'usine girondine et cherche un repreneur

NICOLAS CÉSAR
n.cesar@sudouest.fr

« Ford, tueur d'emplois », « Sauver tous les emplois, c'est possible ». Hier après-midi, jusqu'à 500 salariés sont venus manifester leur colère par ces mots, inscrits sur des banderoles, devant l'hôtel de préfecture à Bordeaux, au moment où se tenait un 910^e comité de suivi, sous l'égide du préfet, sur l'avenir de l'usine Ford Aquitaine Industries (FAI). Car, la production de la boîte de vitesses 6F35, son principal contrat avec le constructeur, s'achève en 2019 et il n'y en aura plus d'autre, a annoncé Ford la semaine dernière.

Pas de garantie de volume
L'ambiance était donc particulièrement tendue lors de ce comité de suivi. D'autant, que le constructeur américain a « continué à manier la langue de bois », selon Jean-Marc Chavant, délégué FO au comité d'entreprise de FAI. Les représentants de la direction de Ford en Europe se sont, par exemple, refusés à garantir le maintien des volumes actuels de production de la 6F35 jusqu'à fin 2019. Dans un communiqué, le groupe précise que « cela dépend du marché ».

Jean-Pierre Floris, délégué interministériel à la restructuration industrielle, détaché par l'État sur le dossier, n'a cessé de multiplier les questions pour savoir comment le géant du Michigan allait maintenir les 910 emplois à Blanquefort en 2018 et 2019. Sans obtenir de réponses. Officiellement, Ford en réserve la primeur au comité d'entreprise et les dévoilera jeudi prochain sur site.

En revanche, les dirigeants de Ford ont clairement fait comprendre au préfet, aux élus locaux et aux syndicats, présents autour de la table, que leur firme n'investirait plus dans l'usine girondine. Une manière de mettre fin aux espoirs des syndicats, qui rêvaient encore de contraindre le groupe à garder cette usine, créée en 1972, grâce à l'entregent de Jacques Chaban-Delmas. Alors Premier ministre, le maire de Bordeaux avait convaincu Ford de s'implanter sur « son » territoire.

Quels moyens de pression ?

Mais, aujourd'hui, la donne politique est tout autre. Donald Trump invite et incite fiscalement les entreprises américaines à produire d'abord au « pays ». Et, le gouvernement français n'a guère de poids pour peser sur une multinationale comme Ford (7,6 milliards de dollars de bénéfices en 2017), qui a toujours eu du mal à percer en Europe et, avant tout, besoin d'investir sur le véhicule électrique et autonome.

Surtout, « Ford nous a dit, lors de ce comité suivi, que confier à l'usine de Blanquefort la production européenne de sa nouvelle boîte de vitesses automatique, la 8F-Mid, coûterait 30 % plus cher qu'aux États-Unis. En raison d'économies d'échelle », souligne Francis Wilsius, conseiller régional délégué à la restructuration économique. L'ex-secrétaire du CE de Ford Blanquefort a la désagréable impression que les études de faisabilité pour la fabriquer en Gironde n'étaient qu'un moyen de gagner du temps. Car, fin mai, s'achève l'accord quinquennal entre Ford et les autorités pour



Jeudi prochain, les syndicats appellent à une nouvelle mobilisation des salariés pour faire pression sur Ford. PHOTO FABEN COTTEREAU/SUD OUEST

maintenir 1 000 emplois à Blanquefort, contre le versement d'aides publiques.

Quel profil de repreneur ?

Plus rien ne semble pouvoir retenir le constructeur américain de se retirer. Le site a été dépollué. En 2009, les experts estimaient que cela aurait coûté 500 millions d'euros à Ford avant de partir de Blanquefort. Mais, il a trouvé le repreneur allemand HZ Holding. Ce qui s'est soldé par un fiasco et son retour en 2011, sous la pression des pouvoirs publics. Pour autant, aujourd'hui, l'usine est occupée à plus de 50 %

En réalité, tout est prêt pour faire place nette à un repreneur. Sauf, qu'à n'en pas douter, il n'aura pas l'assise financière de Ford. Patrick Seguin, le président de la CCI de Bordeaux, est en contact avec deux potentiels repreneurs allemands, dont un serait proche du monde automobile. Pour l'heure, il s'agit seulement de manifestation d'intérêt. Hier, le préfet n'a pas accepté qu'il vienne en parler au comité de suivi. Une façon de dire, que c'est l'État et Jean-Pierre Floris, qui négocient avec Ford et s'assurent de la solidité du repreneur. Mais, « si nos volumes de production continuent

de baisser, cela compromet les projets de reprise », alerte Gilles Lambernd, secrétaire CGT du CE de Ford Blanquefort.

« Il faut donc éviter une grève qui paralyserait la production », suggère Benoît Simian, le député LREM de la circonscription. En réalité, « si Ford n'assure pas d'activité au futur repreneur et s'il n'y a pas une diversification des métiers, il sera impossible de maintenir tous les emplois », analyse Francis Wilsius. « Notre seul moyen de pression vis-à-vis de Ford est de toucher leur image de marque », lance Gilles Lambernd.

24 HEURES EN FRANCE

La ministre des Transports rencontre les cheminots

RÉFORME DE LA SNCF
Élisabeth Borne s'est rendue à Dijon pour y rencontrer les syndicats



Élisabeth Borne. ARCHIVE AFP

La ministre des Transports Élisabeth Borne était à Dijon, hier, pour y rencontrer cheminots et organisations syndicales, dans le cadre de « la réforme du système ferroviaire » engagée par le gouvernement.

Élisabeth Borne, qui devait à l'origine accompagner Emmanuel Macron en déplacement en Inde, est venue « passer une journée entière avec des cheminots dans le cadre d'une visite intime à la SNCF », a précisé le service de presse du ministère. « Le gouvernement est en train d'engager une réforme du système ferroviaire et la ministre tient à pouvoir régulièrement passer du temps au contact des cheminots sur le terrain, pour échanger avec eux sur leurs métiers et leurs attentes », a ajouté la même source. Les responsables régionaux des qua-

tre syndicats représentatifs du groupe (CGT, Unsa, SUD Rail, CFTD), reçus en fin de matinée par la ministre, lui ont fait part de leurs inquiétudes sur une réforme qui « n'apporte pas de réponse sur les enjeux essentiels du système ferroviaire », a rapporté Jean-Christophe Gossart (CGT). Les syndicats doivent se réunir le 15 mars pour décider d'une éventuelle grève nationale reconductible.

Explosion aux ateliers SNCF de Périgueux

DORDOGNE Une explosion et dans le souffle plusieurs cheminots blessés. C'est ce qui s'est déroulé ce jeudi 8 mars vers 10 h 30 aux ateliers SNCF de Toulon à Périgueux. Les secours se sont rendus sur place. Les cheminots blessés, qui seraient de l'ordre d'une petite dizaine, ont été soignés au centre hospitalier de Périgueux. Selon des témoins, certains auraient été touchés aux tympans et à la cage thoracique. L'origine de l'explosion serait une fuite de gaz acétylène. « Un salarié était en train de réparer la climatisation d'un wagon. L'explosion s'est produite au niveau de la machine en réparation au moment où le salarié s'appropriait à souder avec un chalumeau » a précisé hier le parquet de Périgueux.

Tempête Xynthia : les expropriations confirmées

VENDÉE Le Conseil d'État a rejeté, hier, des pourvois de propriétaires de maisons exposées au risque de submersion marine à La Faute-sur-Mer et à L'Aiguillon-sur-Mer, en Vendée,

validant ainsi leur expropriation, huit ans après le passage de la tempête Xynthia dans ces communes. La plus haute juridiction administrative a décidé de ne pas admettre leurs pourvois, et confirme donc les arrêtés rendus en avril 2017 par la cour administrative d'appel de Nantes. Celle-ci avait validé la légalité de ces expropriations, déclarées d'utilité publique par arrêté préfectoral quatre ans plus tôt.

Abdeslam s'exprime pour dédouaner un suspect

TERRORISME Muet depuis deux ans, Salah Abdeslam, seul membre encore en vie des commandos jihadistes du 13 novembre 2015, a rompu le silence devant le juge français pour dédouaner un suspect soupçonné de l'avoir aidé dans sa cavale. Confronté hier à Ali Oulkadi, un proche de son frère Brahim mort en kamikaze dans les attaques du 13-Novembre, Salah Abdeslam, 28 ans, a affirmé n'avoir « jamais sollicité » l'aide de ce suspect, a appris l'AFP de source proche du dossier. Le suspect clé des attentats qui ont fait 130 morts à Paris et Saint-Denis a en revanche

exercé son droit au silence pendant le reste de la confrontation, qui a duré un peu plus d'une heure, dans le bureau de Christophe Teissier, l'un des six magistrats en charge du dossier. Il a refusé d'être assisté par un avocat.

36 enfants intoxiqués évacués d'une crèche

ALBI 36 enfants de moins de 3 ans, dont huit bébés, ont été intoxiqués au monoxyde de carbone, vendredi matin dans une crèche d'Albi, mais aucun ne se trouve en urgence absolue, a-t-on appris auprès de la préfecture du Tarn. Les enfants, ainsi que 16 adultes travaillant à la Maison de la petite enfance et de la famille, dans le quartier Lapanouse-Saint-Martin, à Albi, ont été évacués en fin de matinée, selon la même source. Certains parents sont venus rechercher leurs enfants, d'autres ont été hospitalisés à l'hôpital d'Albi avec un « protocole d'oxygénation individuel », mais aucun ne se trouve en urgence absolue. « Toutes les mesures ont été prises pour les mettre en sécurité », a assuré la préfecture. L'origine de l'intoxication reste indéterminée.